

Baisse et exonération d'impôts pour les plus modestes : la mesure s'appliquera jusqu'à 2017, promet Michel Sapin



Invité du Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI ce dimanche, le ministre des Finances a défendu les promesses fiscales faites par Manuel Valls ce vendredi et a récusé toute accusation d'électorisme.

Non, il ne s'agit pas d'une mesure électorale. Invité du *Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI* ce dimanche, Michel Sapin a défendu les promesses fiscales faites par Manuel Valls ce vendredi. "Il y a un sentiment d'injustice des Français qui n'ont pas eu d'augmentation de leurs revenus et qui se mettent à payer des impôts". C'est pourquoi 1,8 million de citoyens de l'Hexagone bénéficieront des annulations d'impôts, lesquelles "seront pérennisées jusqu'en 2017", a précisé le ministre de la Finance et des Comptes publics, justifiant le timing de l'annonce par l'arrivée imminente des feuilles d'impôts.

Ces exonérations de l'impôt sur le revenu coûteront 1 milliard d'euros à l'Etat. Cette somme sera financée par l'imposition et les pénalités sur les rapatriements des comptes en Suisse. Selon Michel Sapin, en seulement quatre mois, pas moins de 764 millions ont été collectés par ce biais. Alors que Bercy avait budgété 800 millions pour 2014, "on aura donc deux fois et demie de plus que cela, ce qui correspond au 1 milliard d'euros", s'est-il félicité.

A François Bayrou, pour qui l'impôt sur le revenu devrait être un acte civique pour tous, Michel Sapin a répondu : "Je peux comprendre ce raisonnement, mais ce n'est pas adapté au contexte actuel: 30 milliards d'impôts supplémentaires ont été levés sous Nicolas Sarkozy... et 30 milliards de plus, depuis deux ans. On a atteint le bout, il faut prendre le chemin inverse en commençant par les plus modestes."

Le ministre des Finances a également défendu le plan du gouvernement de 50 milliards d'économies de dépenses publiques et a déclaré que l'écotaxe était "morte".. Enfin, il s'est exprimé sur la renationalisation des concessions d'autoroutes : "Elles ont été confiées dans des conditions contestables, scandaleuses, exagérément favorables pour les entreprises privées. Au moment où on arrive(ra) à la fin des concessions on remettra dans le jeu ; pas question d'accélérer le dispositif".